

**Euler Hermes : La Turquie, terre d'opportunités en Europe  
avec une croissance prévue de 4% en 2013**

ISTANBUL / PARIS – le 27 février 2013 – Lors d'une récente conférence de presse organisée par Euler Hermes Turquie, le chef économiste d'Euler Hermes Ludovic Subran a apporté un certain nombre d'éclairages sur la conjoncture économique mondiale, l'économie turque et l'évolution des exportations de ce pays.

Özlem Özüner, directeur général d'Euler Hermes en Turquie, a ouvert cette réunion en présentant brièvement les activités d'[assurance-crédit](#) de la société en [Turquie](#) et les résultats financiers globaux pour 2012. Ludovic Subran a ensuite présenté l'analyse des tendances du marché réalisée par les spécialistes de la recherche économique d'Euler Hermes afin de mieux cerner les opportunités et les risques du marché en Turquie et dans le reste du monde.

Voici le résumé des deux interventions :

Özlem Özüner, directeur général d'Euler Hermes Turquie

- Le groupe [Euler Hermes](#) a enregistré d'excellents résultats en 2012 dans un contexte difficile. Sa politique de souscription, sélective et rigoureuse, a permis au groupe de réaliser un chiffre d'affaires consolidé de 2,4 milliards d'euros. La Turquie fait partie des pays qui ont contribué à la croissance du chiffre d'affaires.
- La Turquie fait partie des six marchés de croissance pour l'investissement définis par Euler Hermes. Dans ce pays, la société a enregistré en 2012 une croissance de 114% fondée sur les primes émises brutes ainsi qu'une hausse de sa part de marché nationale, à 37%<sup>1</sup>. La Turquie fait partie de la région MMEA du groupe (Méditerranée, Moyen-Orient et Afrique), laquelle a enregistré la troisième plus forte croissance l'an dernier derrière les régions Amériques et Asie. Il est à noter à ce propos que les résultats de la région MMEA ont pâti du ralentissement économique observé dans des pays tels que l'Espagne et la Grèce.

[Ludovic Subran, chef économiste d'Euler Hermes](#)

- En 2013, la croissance mondiale devrait enregistrer une légère hausse à 2,5%, après une croissance encore plus faible que prévu en 2012 (2,4%). Euler Hermes table sur un redémarrage modeste des échanges mondiaux en 2013-2014. La vulnérabilité aux fluctuations de la demande extérieure et les pressions liées à la « guerre des devises » constituent plus que jamais des motifs d'inquiétude.

<sup>1</sup> D'après les chiffres de l'association turque de l'assurance (TSRSB).

- Soutenue par la poursuite des politiques expansionnistes, la région Asie-Pacifique sera la locomotive de la croissance mondiale en 2013, avec une croissance attendue à 6,4% (contre 5,9 % en 2012). Si le risque pays reste faible dans les grandes économies de la région, le recul de la demande à l'exportation et la volatilité potentielle des flux de capitaux, des taux de change et de l'inflation demeurent des risques importants.
- Le débat sur l'état de la zone euro se poursuit en dépit des progrès accomplis par l'Europe dans la correction des déséquilibres, les pays de la région ayant entrepris de réduire leurs déficits budgétaires et extérieurs et de s'attaquer à leur problème de compétitivité. L'Europe a enfin mis en œuvre les réformes structurelles et institutionnelles nécessaires mais tout n'est pas réglé pour autant. Il va en effet falloir relancer la croissance nominale du PIB et inverser la trajectoire de la dette publique dans tous les pays de la région, tout en désamorçant les tensions sociales liées à un chômage durablement élevé.

### **La Turquie, terre d'opportunités en Europe**

- Selon les prévisions d'Euler Hermes, la Turquie devrait enregistrer une croissance du PIB de 4% en 2013 grâce à la baisse des taux d'intérêt et à la forte hausse du niveau des réserves obligatoires. Le déficit courant du pays est orienté à la baisse mais il n'en reste pas moins préoccupant, à environ 6,2% du PIB en 2012. La stabilité du taux de change et l'accès au crédit sont des facteurs essentiels pour la viabilité des échanges commerciaux avec la Turquie.
- Après avoir bien tenu le choc en 2012, la Turquie devrait connaître un atterrissage en douceur et afficher une croissance plus soutenue en 2013. La demande intérieure a fortement baissé en 2012, les dépenses de consommation s'étant contractées de 0,5% après une hausse de 7,8% en 2011. Cette contraction a entraîné une baisse des importations de 3,5% mais celle-ci a été compensée par la hausse de la demande extérieure, qui a permis à la croissance globale de rester légèrement positive.
- L'optimisme à l'égard du climat des affaires en Turquie devrait s'améliorer avec l'arrivée à maturité des pratiques de paiement et le règlement des dossiers d'insolvabilité. Les délais de paiement sont en moyenne de 70 jours, mais ils atteignent souvent 150-180 jours - ce qui est loin du nouvel objectif de la directive européenne, à savoir 60 jours à l'horizon 2015. En Turquie, les procédures d'insolvabilité sont caractérisées par des taux de recouvrement faibles et des périodes de règlement plus longues.
- La loi turque de 2012 qui limite le recours à l'assurance-crédit pour couvrir les chèques postdatés constitue un pas en avant décisif. Elle contribuera à aligner les pratiques commerciales locales sur le système de paiement sur compte ouvert utilisé aujourd'hui dans le monde entier. En cette période de transition, il faut instaurer des conditions propices aux échanges. Les trésoreries des entreprises doivent être protégées et de bonnes pratiques de gestion du crédit sont nécessaires.

- Dans un contexte de recul de la demande mondiale, le nombre de défaillances d'entreprises devrait augmenter de 4% à travers le monde en 2013. L'Espagne arrive en tête avec +25%, tandis que 24 pays représentant 52% du PIB mondial laissent entrevoir une hausse des niveaux de défaillance pour l'année à venir. En Turquie, le nombre de défaillances augmente régulièrement depuis 12 ans et devrait encore augmenter de 5% en 2013. La hausse reste toutefois plus forte en Belgique, au Brésil, en Grèce, au Luxembourg et en République Tchèque.

Selon les prévisions d'Euler Hermes, les industries turques à forte valeur ajoutée devraient accroître leur part de marché à l'export :

- **Machines** : Ce secteur est désormais le premier secteur exportateur, position occupée jusque-là par le textile et l'habillement. Il s'appuie sur un tissu de petites et moyennes entreprises (PME) très compétitives et disposant d'une grande capacité d'adaptation, qui représentent l'essentiel de la production industrielle du pays.
- **Agro-alimentaire** : Dans ce secteur, la Turquie, qui est un grand producteur de matières premières agricoles, devrait réaliser un chiffre d'affaires de 167 milliards de dollars en 2013. Le sous-secteur des produits laitiers affiche la plus forte croissance, avec une progression de 165% sur la période 2004-2009.
- **Textile** : La souplesse de sa production et sa proximité avec l'Europe et les autres grands marchés à l'export sont deux des atouts de la Turquie, qui est en concurrence avec les modèles à bas prix du Bangladesh, de la Chine et de l'Inde. La Turquie est le premier fabricant de textile en Europe, le textile et le prêt-à-porter représentant plus de 10% de son PIB.
- **Sidérurgie** : La Turquie est le huitième producteur mondial d'acier, la sidérurgie représentant 10% des revenus totaux du pays à l'exportation en 2011. Parallèlement à la baisse attendue de la production chinoise, la demande devrait augmenter au Moyen-Orient et dans les pays émergents du fait des investissements dans les infrastructures, la construction et l'industrie, évolution dont devrait profiter la Turquie.
- **Chimie** : Ce secteur diversifié représente 13% des investissements étrangers en Turquie. Dans l'industrie pharmaceutique, sous-secteur à forte valeur ajoutée, la part de marché du pays au niveau mondial devrait atteindre 28% à l'horizon 2015.

### Turquie – Indicateurs macroéconomiques

| Turquie (croissance) | 2009   | 2010  | 2011  | 2012  | 2013 |
|----------------------|--------|-------|-------|-------|------|
| PIB                  | -4,8%  | 9,2%  | 8,5%  | 2,6%  | 4,0% |
| Consommation         | -2,3%  | 6,7%  | 7,8%  | -0,5% | 3,5% |
| Dépenses publiques   | 7,8%   | 2,0%  | 4,5%  | 4,5%  | 4,0% |
| Investissement       | -19,0% | 30,5% | 18,5% | -4,3% | 3,5% |
| Stocks (pps)         | -2,3   | 2,5   | -0,3  | -0,5  | 0,1  |

|                                  |        |       |       |       |      |
|----------------------------------|--------|-------|-------|-------|------|
| Exportations                     | -5,0%  | 3,4%  | 6,4%  | 13,0% | 5,3% |
| Importations                     | -14,3% | 20,7% | 10,9% | -3,5% | 3,9% |
| <i>Exportations nettes (pps)</i> | 2,7    | -4,4  | -1,5  | 4,0   | 0,3  |
| Défaillances d'entreprises       | 8,5%   | 29,3% | 11,5% | 7,2%  | 5%   |

Sources : Turksat, Euler Hermes

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

**Artı İletişim Yönetimi (Istanbul)**

Selina Bieber, Jüliet Demircioğlu

Tél. : +91 (0)212 347 03 30

[eh@artipr.com.tr](mailto:eh@artipr.com.tr)

**Euler Hermes – Relations Médias Groupe (Paris)**

Bettina Sattler – +33 (0)1 8411 6141

[bettina.sattler@eulerhermes.com](mailto:bettina.sattler@eulerhermes.com)

**Euler Hermes – Relations Médias (Rome)**

Guglielmo Santella – +39 06 8700 7511

[guglielmo.santella@eulerhermes.com](mailto:guglielmo.santella@eulerhermes.com)

**Euler Hermes** est le leader mondial des solutions d'assurance pour les échanges commerciaux. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,4 milliards d'euros en 2012.

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2012, le groupe garantissait pour 770 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris(ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

Plus d'information sur [www.eulerhermes.com](http://www.eulerhermes.com) ou sur Twitter [@eulerhermes](https://twitter.com/eulerhermes)

**Réserve :** Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes.

La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.